



LES FORMATIONS VITICOLES A LA CROISÉE DES CHEMINS

En début de XXI^{ème} siècle, les formations viticoles françaises ont évolué, en même temps que toute la filière : développement de l'apprentissage, prise en compte réelle de l'importance de l'environnement, intégration de l'innovation technique... Cependant, l'image que les professionnels et le « grand public » peuvent avoir de ces formations est encore imprécise ou déformée, avec des conséquences qui mettent en péril certaines de ces formations et tous ceux à qui elles sont destinées : les acteurs de la filière !

Il y a 20 ans, le nombre d'établissements scolaires agricoles français dispensant la formation BTS viticulture – œnologie se comptait sur les doigts des deux mains. Le val de Loire, par exemple, n'avait aucune de ces formations dans le secteur public. Aujourd'hui, il en existe deux (une par apprentissage, à Montreuil-Bellay, une autre par la voie scolaire initiale « classique » à Fondettes), qui s'ajoutent à celles que proposent les établissements privés. Au niveau nationale, cette multiplication est identique, avec pour première conséquence une chute dramatique des effectifs. Celle-ci a également touché les autres niveaux (BEPA, Bac Professionnel) et le nouveau « Bac Pro en 3 ans » qui a, entre autres, pour conséquence la suppression des formations menant uniquement au BEPA, pourrait ne pas suffire pour résoudre le problème...

Car le malaise est profond : l'image donnée par la viticulture est telle que les jeunes, entre 15 et 20 ans, ne sont pas attirés par ce métier. Les raisons sont complexes, et il serait difficile d'en mettre un seul en avant : pénibilité du travail ? Baisse d'activité de la filière, à cause des restrictions sur l'alcool ? Discours pessimistes (ou raisonnablement inquiétants... !) de certains professionnels ? Salaires ? ... les jeunes méconnaissent aussi les réalités sociologiques et professionnelles de la filière : certains pensent que seuls les fils de vignerons réussiront. Ils associent étroitement les métiers de la viticulture à celui de propriétaire – exploitant, et à ce titre les établissements de formation doivent s'associer aux professionnels pour montrer, sur les salons d'orientation par exemple, la grande diversité de ces métiers, et les possibilités évidentes qu'ils réservent aux enfants de « non-vignerons » ou aux jeunes filles...

Car le monde de la viticulture a bien changé, et les formations ont réellement changé avec lui. La plupart de ces formations se déroulent dans des établissements qui ont évolué vers des techniques adaptées à notre époque. Il y a deux grandes directions pour évoluer, sur les exploitations associées aux établissements : il est possible de montrer des techniques représentatives de ce que les jeunes trouveront à la sortie de l'école, ou bien il est possible de montrer les technologies les plus modernes, les plus novatrices, pour tirer les futurs professionnels vers cette modernité. C'est par

exemple cette deuxième voie qui a été choisie à Montreuil-Bellay, avec un nouveau chai, pédagogique et expérimental, très adapté aux nouvelles évolutions technologiques (cf. photo). De même, l'ouverture sur l'internationale, très développée dans cet établissement (stages à l'étranger, voyages de classe hors des frontières, accueil de volontaires au service européen,...) semble une évidence, pour bien appréhender la viticulture de 2009.

Et puis, la prise en compte de l'environnement n'est pas oubliée dans nos établissements : le « Grenelle » et la pression du consommateur (« est-ce que vos vins sont bio ?? »... question si souvent posée !) sont passés par là : nous réduisons les doses de pesticides par tous les moyens, nous mettons en place diverses techniques pour réduire l'impact de la production sur le milieu (compostage, lagunage, ...) nous favorisons la biodiversité (enherbement, haies ...) et surtout nous le faisons savoir et nous le montrons, très concrètement, à nos élèves, qui sont les futurs professionnels !

Tout cela suffira t-il pour améliorer l'image des formations viticoles françaises et redresser les effectifs pour qu'ils correspondent aux besoins réels des professionnels ? L'avenir le dira. Mais chacun doit savoir que tous les moyens sont mis en place, dans nos établissements, pour atteindre cet objectif !

C. PINARD,

Proviseur du LPA Edgard PISANI



Montreuil-Bellay (49 – Val de Loire)